

600 000 enfants palestiniens à Rafah ne peuvent pas être « évacués » en toute sécurité, selon une responsable de l'UNICEF

Description

« La réalité des enfants vivant là-bas est choquante, honnêtement », a déclaré une fonctionnaire qui est récemment rentrée de Gaza. « Les gens vivent dans des conditions vraiment sordides. »

Par Jeremy Scahill, le 8 mai 2024



Des enfants palestiniens montent dans un camion pour évacuer Rafah, à Gaza, le 8 mai 2024. Photo : Ali Jadallah/Anadolu via Getty Images

En déployant ses chars blindés cette semaine à Rafah, dans la bande de Gaza, l'armée israélienne a rapidement pris le contrôle du côté palestinien du point de passage frontalier avec l'Égypte. Cette prise de contrôle a coupé le seul corridor reliant les Palestiniens de Gaza à des terres non contrôlées par Israël. Dans un acte symbolique gratuit, un char israélien a détruit au bulldozer le monument à « [J'aime Gaza](#) » qui accueillait les visiteurs lorsqu'ils traversaient le territoire depuis l'Égypte.

Cette attaque et l'invasion totale de Rafah dont Israël menace de se rendre coupable malgré les [objections](#) de la Maison Blanche laisse les civils palestiniens subir le poids de l'assaut incessant. Israël a rapidement [fermé](#) le poste frontalière de Rafah. Cette fermeture a pour effet d'interrompre l'acheminement de l'aide vers Gaza, qui se faisait [au compte-gouttes](#).

« Ils sont épuisés, traumatisés, malades, affamés et leur capacité à évacuer en toute sécurité est limitée. »

Les habitants de Gaza sont une fois de plus contraints de participer à un jeu télévisé dystopique où ils doivent s'efforcer de comprendre les cartes créées par les Israéliens, qui indiquent la zone quadrillée vers laquelle ils doivent se diriger pour éviter une mort certaine. Des images relayées sur les réseaux sociaux par le porte-parole en langue arabe de l'armée israélienne ont demandé aux civils de Rafah de retourner vers le centre de Gaza, à Khan Younis, un territoire laissé en ruines par les attaques aériennes et terrestres israéliennes.

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) demande au gouvernement israélien et à ceux qui le soutiennent d'instaurer un cessez-le-feu et de faire marche arrière dans leur projet d'invasion massive de Rafah.

« Il y a 600 000 enfants qui cherchent un abri à Rafah et beaucoup d'entre eux ont déjà été déplacés plusieurs fois », a déclaré The Intercept Tess Ingram, de l'UNICEF, qui est récemment revenue de Gaza. « Ils sont épuisés, traumatisés, malades, affamés et leur capacité à évacuer en toute sécurité est limitée. »

« La zone vers laquelle on leur demande d'évacuer n'est pas sûre. Elle n'est pas sûre parce qu'il n'y a pas les services nécessaires pour répondre à leurs besoins fondamentaux, l'eau, les toilettes, les abris », a-t-elle déclaré lors d'une interview. « Mais ce n'est pas sûr non plus parce que nous savons que cette zone a fait l'objet de frappes malgré le fait qu'elle soit une zone dite sûre. Nous sommes donc très préoccupés par l'impact d'une offensive terrestre sur l'une des zones les plus densément peuplées du monde. »

Avant le début de la guerre menée par Israël contre Gaza, Rafah était une ville d'environ 250 000 habitants. Les Palestiniens ayant fui les attaques israéliennes, la population est aujourd'hui estimée à 1,4 million d'habitants.

« La réalité des enfants qui vivent là-bas est choquante, honnêtement. Les gens vivent dans des conditions vraiment sordides », a déclaré M. Ingram. « L'espace est incroyablement surpeuplé. Partout où vous marchez, vous êtes presque à l'épaule contre l'épaule avec une autre personne. Les abris de fortune s'étendent des trottoirs et la route. Les gens vivent là où ils peuvent trouver de la place, sous des bancs ou des couvertures. Et cela s'étend à perte de vue ».

M. Ingram a indiqué que l'UNICEF n'avait pas été en mesure d'acheminer des fournitures ou du carburant dans la bande de Gaza depuis dimanche.

« Nous sommes vraiment au bout du rouleau avec le carburant qu'il nous reste à Gaza. Nous n'avons pas été en mesure d'en faire entrer davantage », a-t-elle déclaré. « Or, ce carburant est absolument vital des opérations d'aide humanitaire à Gaza. Sans lui, des systèmes importants comme les usines de dessalement, les hôpitaux, les livraisons de nourriture et les camions cesseront d'exister. »

Le porte-parole du département d'État, Matt Miller, a confirmé les propos de M. Ingram en déclarant, lors d'un point de presse mercredi après-midi, qu'aucun carburant n'était entré par le point de passage de Rafah ou par celui de Karem Shalom, en dépit des pressions exercées par les États-Unis. Il a ajouté que les États-Unis avaient indiqué à Israël qu'en prenant le contrôle du point de passage, ils avaient désormais la responsabilité de l'ouvrir rapidement. Même si les camions d'aide recommencent à entrer dans la bande de Gaza, l'aide ne peut être distribuée sans carburant.

Israël ne reculera pas

Ces conditions désastreuses sont apparues alors que les forces israéliennes continuaient à bombarder Rafah et à déployer des forces dans les environs, à la fois pour s'emparer stratégiquement de territoires comme le poste frontalier et pour amasser des troupes en

préparation d'une invasion totale.

Au cours des sept derniers mois d'attaques incessantes contre la population civile de la bande de Gaza, au cours desquels plus de 35 000 Palestiniens ont été tués, les responsables et porte-parole israéliens ont déclaré au monde qu'Israël n'avait [pas l'intention d'occuper la bande de Gaza](#). La prise de Rafah rappelle avec force qu'il s'agissait et qu'il s'agit toujours d'un mensonge.

Même sans ses chars positionnés au point de passage, Israël exerce une autorité suprême sur ce qui entre dans le territoire assiégé ; Israël avait déjà mis en place des [inspections de sécurité](#) du côté égyptien, qui [retardent l'acheminement de l'aide](#) depuis l'année dernière. La présence de chars du côté de Gaza ne fait que militariser publiquement cette réalité.

L'administration Biden a passé des semaines à faire passer dans les médias l'idée que Rafah représentait une ligne rouge pour elle. Pourtant, lorsque le président Joe Biden est entretenu avec le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu avant l'opération, [un haut fonctionnaire israélien a déclaré](#) : « Biden n'a pas tiré le [frein] à main pour la prise du point de passage de Rafah ».

La Maison Blanche a exprimé de légères inquiétudes quant à la prise de la frontière après l'arrivée des chars, mais le porte-parole du Conseil de sécurité nationale, l'amiral John Kirby, a défendu l'action israélienne, affirmant que l'administration avait reçu l'assurance des Israéliens qu'il ne s'agirait pas d'une « opération terrestre de grande envergure ».

Bien que les États-Unis aient symboliquement retardé une livraison d'armes, les responsables américains ont clairement indiqué qu'ils avaient l'intention de continuer à armer Israël. Israël a minimisé l'importance du retard dans la livraison d'armes et a déclaré que les alliés de longue date s'efforçaient de résoudre les problèmes à huis clos.

Certaines tensions en coulisses ont éclaté au grand jour cette semaine, lorsque Tali Gottlieb, membre du Likoud et de la Knesset, s'en est pris aux États-Unis, menaçant d'intensifier les crimes de guerre en réponse à la suspension des livraisons d'armes. « Les États-Unis menacent de ne pas nous donner de missiles prôcis. Ah oui ? », [a-t-elle déclaré](#). « Eh bien, j'ai une nouvelle pour les États-Unis. Nous avons des missiles imprôcis. Je vais m'en servir. Je vais juste faire s'effondrer dix immeubles. Dix immeubles. C'est ce que je vais faire. »

[Interrogé par The Intercept](#) sur la menace de Gottlieb, le porte-parole du département d'État a répondu. « Ces commentaires sont absolument déplorables et les hauts responsables du gouvernement israélien devraient s'abstenir de les faire », a déclaré M. Miller.

Mercredi, M. Biden est allé plus loin [en déclarant à Erin Burnett](#), de CNN, que si Israël envahit Rafah, les États-Unis cesseront de fournir des obus d'artillerie, des bombes et d'autres armes offensives.

Le gouvernement israélien a offert un pot-pourri de justifications pour l'incursion à Rafah : vaincre quatre bataillons du Hamas, fermer les routes de contrebande, faire pression sur le Hamas pour qu'il signe un accord sur la libération des otages israéliens. Les familles des otages israéliens,

pour leur part, ont organisé de grandes manifestations pour exiger de M. Netanyahu qu'il signe immédiatement un accord pour libérer les captifs.

Un tel accord était sur la table lorsqu'Israël a pris le poste frontière, mais les responsables israéliens ont redoublé d'ardeur pour conquérir Rafah, avec ou sans accord.

L'UNICEF estime que les habitants de Rafah disposent d'environ 3 litres d'eau potable par jour, qu'ils doivent utiliser pour boire, cuisiner, nettoyer et se laver. L'agence indique qu'un minimum de 15 litres par personne et par jour est recommandé pour les populations en situation d'urgence. Il y a actuellement une toilette pour 850 personnes. La diarrhée est endémique, les femmes et les jeunes filles n'ont pas un accès régulier aux produits sanitaires et les couches pour bébés sont rares.

« Les gens ne peuvent pas attendre des heures pour utiliser les toilettes ou ne se sentent pas en sécurité. Ils doivent donc recourir à d'autres méthodes, comme la défécation à l'air libre à », a déclaré M. Ingram, le responsable de l'UNICEF. « Quand on se promène   Rafah, on voit et on sent souvent des fuites d'eaux usées et on doit se déplacer autour d'elles parce que les systèmes d'assainissement ne fonctionnent pas correctement et que les gens n'ont pas d'autres options.   »

Si Israël étend ses opérations à Rafah, provoquant un exode massif de la population, les régions vers lesquelles on leur demande de fuir ne disposent même pas d'infrastructures fragiles et inadéquates.

« Il est difficile de concevoir qu'une situation d'  si mauvaise puisse s'aggraver, mais elle peut s'aggraver pour ces personnes si elles sont forc es d'évacuer vers une zone qui n'est pas sûre, qui n'a pas les services de base dont elles ont besoin pour survivre. Et Rafah manquait d'  de ces deux éléments à », a déclaré M. Ingram.

« Lorsqu'il s'agit d'enfants vulnérables qui ont survécu à sept mois de guerre et qui en portent les cicatrices, que ce soit physiquement ou psychologiquement, leur capacité à se rendre dans ce type de zones et à y survivre est affectée parce qu'ils sont épuisés et traumatisés, et qu'ils ont besoin d'un soutien plus important, et non pas moindre.   »

Jeremy Scahill est correspondant principal et rédacteur en chef de *The Intercept*. Il est l'un des trois rédacteurs fondateurs. Il est journaliste d'investigation, correspondant de guerre et auteur des best-sellers internationaux *« Dirty Wars : The World Is a Battlefield »* et *« Blackwater : The Rise of the World's Most Powerful Mercenary Army »*. Il a réalisé des reportages en Afghanistan, en Irak, en Somalie, au Yémen, au Nigeria, en ex-Yougoslavie et ailleurs dans le monde. M. Scahill a été correspondant en matière de sécurité nationale pour *The Nation* et *Democracy Now !*

Source : [The Intercept](#)

Traduction ED pour l'Agence Média Palestine

date créée
2024/05/22